

Arguments des comités référendaires

Quatre comités ont demandé le référendum contre cet objet.

Le comité interpartis « Non à la libre circulation des personnes de l'Est » a, selon ses indications, récolté 75 133 signatures et fait valoir les arguments suivants :

« La libre circulation des personnes menace notre prospérité

et est synonyme d'immigration libre. Si nous étendons la libre circulation des personnes aux dix nouveaux Etats membres de l'UE, il n'y aura plus de frein à l'immigration de l'Est. Il faudra également l'étendre à la Roumanie, à la Bulgarie, aux Balkans et à la Turquie lorsque ces pays auront adhéré à l'UE. Il s'ensuivra une immigration encore plus massive, notamment d'individus qu'il sera quasiment impossible d'intégrer.

Non à la sous-enchère salariale et à l'asphyxie des PME!

L'afflux de main-d'œuvre étrangère bon marché menace la prospérité, l'emploi et la paix du travail. La libre circulation des personnes de l'Est rendrait nos entreprises (PME) encore moins compétitives. Pour soutenir la concurrence et les prix cassés de l'UE, les patrons suisses, le couteau sur la gorge, devraient rogner sur la qualité du travail et des matériaux et surtout sur les salaires. L'image de marque de la Suisse en pâtirait.

Non à la recrudescence du travail au noir

Les mesures d'accompagnement ne servent à rien. La bureaucratie nuit à la compétitivité. Les salaires minimaux sont une farce, puisque n'importe quel immigrant peut se prétendre indépendant et contourner ainsi la loi. Le 3 décembre 2004, les syndicats suisses ont publié une liste d'infractions aux accords bilatéraux conclus avec les anciens Etats membres de l'UE dans laquelle se côtoient allégrement travail au noir, faux indépendants, salaires horaires de 10 francs inférieurs aux salaires minimaux, abus en matière d'allocations, d'horaire de travail et de logement des travailleurs (condamnés à dormir dans des bâtiments en démolition, sur les chantiers ou dans des caravanes). «Der Spiegel» (n° 17/2005) fait d'ailleurs état de l'imagination sans bornes des fraudeurs. Personne ne peut empêcher un étranger d'entrer sur le territoire national comme indépendant. Voulons-nous vraiment encourager ces abus ?

Non au pillage du système social

Selon le «Deutsche Bundesanstalt für Arbeit», 25 000 Allemands ont perdu leur emploi (rien que dans le secteur de la boucherie) à cause de la libre circulation des personnes de l'Est. Sacrifiés sur l'autel du profit et de la main-d'œuvre bon marché, ils sont allés grossir les rangs des chômeurs. Est-ce cela que nous voulons ?

L'ouverture des frontières se traduira forcément par un nivellement par le bas en Suisse. La libre circulation des personnes de l'Est aura pour conséquences :

- l'immigration massive de main d'œuvre bon marché, la baisse des salaires,
- l'augmentation du chômage (mai 2005: 150 671 chômeurs, 9334 postes vacants annoncés),
- une immigration effrénée au péril de notre système social,
- moins de prospérité, plus de pauvreté, la délocalisation des entreprises.

La France et les Pays-Bas ont eu le courage de dire non à la Constitution européenne. Nous vous recommandons donc de dire non à la libre circulation des personnes de l'Est, qui ne fait que nous rapprocher de l'adhésion à l'UE! »

Le Comité fédéral pour une Suisse neutre, souveraine et démocratique a, selon ses indications, récolté 2580 signatures et fait valoir les arguments suivants :

«Les multinationales font venir de la main-d'œuvre bon marché dans le seul but d'augmenter leurs profits. En conséquence, la Suisse fabrique des chômeurs et les pays étrangers exportent leurs travailleurs au lieu de développer leur économie. Les communes et le système social, submergés, courent à leur ruine. Les mesures d'accompagnement ne sont qu'un leurre. La plupart des gens exerçant une activité professionnelle seront exposés à une concurrence impitoyable. Pour plus d'informations :

www.discours-libre.ch, www.chance21.ch, www.europa-magazin.ch »

Le «comité référendaire contre le dumping salarial et social» et «Alliance de Gauche (Genève)» ont, selon leurs indications, récolté ensemble 9337 signatures et font valoir les arguments suivants :

«Licenciement et chômage menacent les salariés, suisses et immigrés. Sous-traitance et travail précaire explosent. Des agences de travail temporaire vendent de «nouveaux saisonniers». Le dumping salarial, soft ou brutal, vise tous les travailleurs. La libre circulation nécessite donc une véritable défense des droits et de la dignité de tous les salariés.

Pour cela il faut: 1° obligation pour tout employeur de fournir aux commissions tripartites toutes les données sur les conditions d'engagement; 2° extension des conventions collectives (CCT) à toute la branche sur demande du seul syndicat; 3° des contrats-types avec salaires minimaux et horaires contraignants, à défaut de CCT; 4° une protection efficace contre les licenciements; 5° 900 inspecteurs du travail, libres d'agir.

Le NON peut permettre d'unir les salariés autour de ces véritables mesures d'accompagnement.»